

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-coup-bas-de-Ricardo-Lagos-a-l-Amerique-Latine>

Le coup bas de Ricardo Lagos à l'Amérique Latine

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : vendredi 17 avril 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

L'ex-Président Ricardo Lagos [1] a rencontré les épouses des dissidents vénézuéliens Leopoldo López et Antonio Ledezma. Il a alors prononcé ces mots : « C'est une obligation pour tous les démocrates d'Amérique du Sud d'avoir une vision claire de ce qui se passe. Nous comprenons la position du président Maduro, mais une solution politique est indispensable ».

Puis : « Il y a plus de 80 prisonniers politiques, je crois qu'il faut demander que la Croix Rouge soit acceptée par le gouvernement de Maduro afin qu'elle puisse visiter les prisons et voir les conditions de détention... Je ne sais pas si je dis une impertinence mais Pinochet a accepté, en son temps, que la Croix Rouge vienne au Chili... »

Ricardo Lagos doit savoir si c'est une impertinence ou non. Il ne peut pas ne pas le savoir. Il ne peut pas ignorer l'importance de chaque mot qu'on prononce dans un espace public avec toute la force symbolique que donne, de plus, le fait d'être un ancien Président de la République. Qu'est-ce que Ricardo Lagos est en train de nous dire ? Que « même » Pinochet a eu un geste « humanitaire » et/ou « démocratique » ?

Monsieur Ricardo Lagos : la dictature de Pinochet a mortellement blessé notre pays, à travers la négation du droit à ceux qui ont été poursuivis pour des raisons politiques, à travers la torture, les exécutions, les disparitions. Mais aussi à travers l'introduction, l'incorporation d'un modèle de société qui exclut jour après jour de vastes secteurs de notre société. Ce modèle de société fait disparaître : rend invisibles, comme si elles n'avaient pas la moindre valeur, un grand nombre de personnes, fondé qu'il est sur l'inégalité, l'exclusion. Telle est la logique du système néolibéral qui en sauve quelques uns, en exclut beaucoup et condamne tous les autres à être les survivants d'une lutte impitoyable pour assurer le minimum au quotidien. Ce système que la dictature nous a légué, la Concertation-coalition de partis aujourd'hui appelée « *Nueva Mayoría* »- l'a consolidé. Alors quoi ? Si être démocrate ne signifie que laisser faire, le mot « démocrate » doit être repensé. Parce qu'il ne nous met pas à l'abri : il ne nous libère pas de l'iniquité.

Monsieur Ricardo Lagos : êtes-vous en train de comparer le Président Maduro au Dictateur Pinochet ? Sans doute, comme n'importe quel citoyen chilien, vous pouvez dire ce que bon vous semble et moi -comme n'importe quelle citoyenne- je peux attendre de vous, en tant qu'ancien Président de la République, que vous replaciez les expériences politiques dans leur contexte. Sans être spécialiste de ces thèmes, je crois comprendre qu'au Venezuela, d'abord sous le gouvernement de l'ex Président Hugo Chávez puis sous le gouvernement du Président Maduro, une lutte est en train d'être livrée qui, dans notre pays, semble être morte en même temps que l'Unité Populaire.

Qui se bat aujourd'hui au Chili pour la construction d'un pays plus juste, plus solidaire, capable de mettre un terme aux abus des oligarchies dominantes ? (Bien entendu, je ne fais pas ici référence aux efforts isolés de quelques courageux qui s'obstinent mais aux forces actives capables d'influencer la scène politique). C'est évident : les pays qui affrontent les classes dominantes ont des problèmes. Le Venezuela a des problèmes. L'Argentine -d'où j'écris- a des problèmes. Mais ces pays et bien d'autres, qui vivent aujourd'hui des situations de grande confrontation, ont les conflits qu'ils méritent : les conflits que leurs politiques ont engendrés. Des politiques qui disent : suffit, basta. Suffit les abus. On ne veut plus de pays construits pour des minorités qui s'enrichissent sur le dos de la misère et la souffrance du grand nombre. Sans doute, toute cela ne donne pas droit à agir n'importe comment. Mais tout débat sur les droits de l'homme au Venezuela devrait être abordé avec la conscience aigüe du conflit en cours. Parce que les droits de l'homme peuvent être invoqués par tous. Y compris par les masses exclues du Venezuela qui n'ont jamais suscité un mot de soutien ou d'indignation de la part de nos gouvernants.

Monsieur Ricardo Lagos : quand on parle en public, quand on dispose d'une tribune, quand on bénéficie de cette sorte de prime d'attention que donne le rang d'ex-Président de la République, tous les mots ont leur importance. On en est responsable. Que vous citiez Pinochet pour développer un argument postulé comme démocratique et

respectueux du droit c'est plus qu'une impertinence. C'est une honte. C'est un coup bas. C'est n'avoir rien compris à l'histoire elle même. C'est, dans le contexte où ces mots ont été prononcés, se soustraire à la lutte qui se livre aujourd'hui sur notre continent. Vous êtes dans votre droit : vous pouvez vous soustraire, vous pouvez critiquer, vous pouvez avoir une vision différente et vous exprimer en conséquence. Mais c'est indigne de recourir à Pinochet pour attaquer et stigmatiser, une fois de plus, des hommes et des femmes en lutte. En lutte pour la reconquête de la souveraineté et du principe même de l'égalité pour tous. En particulier pour les exclus de toujours. Ceux-là même que notre société si démocratique relègue et condamne.

Antonia García Castro pour [DiarioUchile](#)

[DiarioUchile](#). Santiago de Chile, 14 avril 2015.

Traduction de l'espagnol pour [El Correo](#) de : Antonia García Castro

***Antonia García Castro** De nationalité chilienne. Diplômée de l'IEP de Paris, docteur en sociologie (EHESS). Collaboratrice de la revue Cultures & Conflits et du journal électronique de Radio Universidad de Chile.

[El Correo](#). Paris, le 17 avril 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] * **Ricardo Froilán Lagos Escobar** fut président de la République du Chili du 11 mars 2000 au 11 de mars 2006.